

SECOND SEMESTRE 2023:

DES SIGNAUX DE RETOURNEMENT DANS UN ENVIRONNEMENT QUI RESTE FAVORABLE ?

#139 | Juillet 2024

OBSERVATOIRE | Note de conjoncture

Chiffres-clés du pays de Brest à la fin du 2^d semestre 2023



27 % des chefs d'entreprises déclarent une hausse de chiffre d'affaires au 1^{er} semestre 2024 (-5 points par rapport au semestre précédent)
Source: CCI Finistère, Adeupa



1 670 salariés privés supplémentaires
+1,6 % en un an (+1,3 % en Bretagne)
Source: Urssaf

↑ En hausse significative:
• Services administratifs et de soutien
• Autres industries
• Autres services



↓ En baisse légère:
• BTP

172 procédures collectives au 2^d semestre 2023 (+19 % en un an)
Source: annonces Bodacc, Capfinancials, traitement ADEUPa



26 231 déclarations préalables à l'embauche (contrats d'un mois minimum) au 2^d semestre 2023
+0,1 % en un an (-0,8 % en Bretagne)
Source: Urssaf



6,4 % de taux de chômage dans la zone d'emploi de Brest
+0,5 point en un an (6,1 % en Bretagne)
Source: Insee

28 700 demandeurs d'emploi dans les catégories A, B et C au 4^e trimestre 2023
+0,3 % en un an (+0,8 % en Bretagne)
Source: Dreetts Bretagne



95 339 m² autorisés en immobilier d'entreprise
-4 % en un an
Source: SDES Sit@del2

1 039 logements autorisés
+6,5 % en un an
Source: SDES Sit@del2



Focus: des jeunes en difficulté sur le marché du travail ?

+10,3 % de demandeurs d'emplois de catégorie A de moins de 26 ans sur un an
+9,3 % en Finistère (+9 % en Bretagne)

+6 % de demandeurs d'emplois jeunes toutes catégories confondues (A, B et C)
+5,2 % en Finistère (+5,1 % en Bretagne)
Source: Dreetts Bretagne

En résumé

Au cours du second semestre 2023, l'activité économique du pays de Brest a continué à être confrontée à une conjoncture hésitante et a montré certains signes d'essoufflement. Cette tendance s'explique, de la même manière qu'à l'échelon national et dans la zone euro, par une activité économique morose, voire en repli pour certains indicateurs. Le climat des affaires a été mis à mal tout au long de l'année, du fait du choc inflationniste et de la politique monétaire en vigueur. Les ménages comme les entreprises ont, une fois encore, favorisé l'épargne au détriment de la consommation et des investissements, conséquence directe des coûts de financement excessifs.

Localement, la situation s'est dégradée sur le marché de l'emploi au second semestre 2023, avec un taux de chômage de nouveau en hausse, une stagnation des déclarations préalables à l'embauche, des autorisations de logements ou d'immobilier d'entreprise. Le climat des affaires est jugé dégradé se traduisant notamment par une accélération des procédures collectives. Pour autant, et à contre-courant de ces indicateurs mal orientés, l'emploi salarié privé continue de croître, à un rythme plus soutenu qu'à l'échelle régionale. Ces signaux seront à suivre particulièrement dans les semaines et mois à venir, les projections économiques étant actuellement peu favorables.

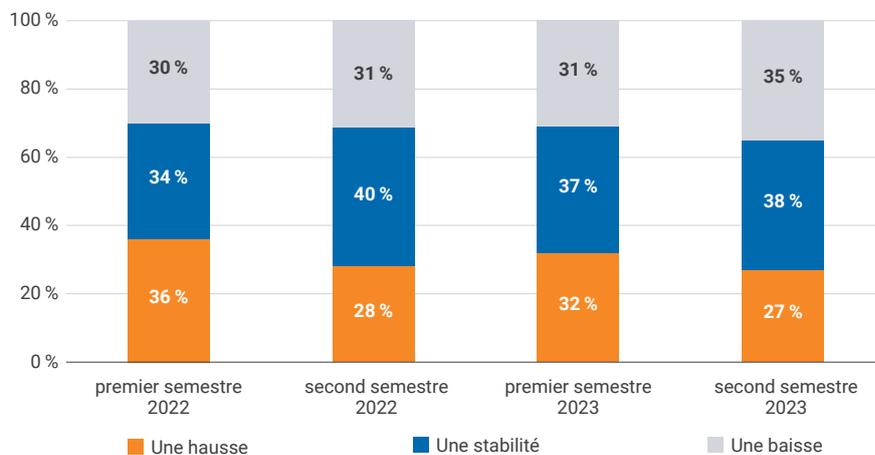
Activité économique

Un niveau d'activité mis à mal par le recul de la demande

Dans le bassin de Brest, 35 % des dirigeant-es d'entreprises signalent une diminution de leur chiffre d'affaires au cours du second semestre de 2023, tandis que 27 % d'entre eux notent une augmentation. Cette baisse de l'activité des entreprises est due à plusieurs facteurs simultanés : une inflation persistante (4,9 % en moyenne annuelle), ainsi qu'une politique monétaire visant à contrer la hausse des prix. Cette situation a entravé l'activité des entreprises, favorisant l'épargne au détriment de la consommation ou de l'investissement. Localement, la tendance est légèrement plus favorable qu'au niveau régional, où un plus grand nombre de dirigeant-es d'entreprises constatent un déclin de l'activité (39 %) et sont moins nombreux à mettre en avant une augmentation du chiffre d'affaires (26 %).

Dans une approche par secteur, le commerce semble être le plus touché par cette baisse d'activité, avec 46 % des personnes interrogées signalant une diminution du chiffre d'affaires, suivi par le secteur des services (33 %), tandis que la construction et l'industrie résistent mieux (26 %).

Évolution du chiffre d'affaires



Source : CCI Finistère, Chambre de commerce et d'industrie Bretagne, Adeupa Brest-Bretagne

UNE ACTIVITÉ QUI RESTE RALENTIE EN 2024, AVANT UNE EMBELLIE EN 2025 ?



Selon les projections de la Banque de France pour l'année 2024, la croissance du PIB resterait ralentie en France, à 0,8 %, après 0,9 % en 2023, et avant, vraisemblablement, de connaître une embellie pour les années 2025 et 2026 (1,5 % et 1,7 % de croissance).

Parmi les motifs de croissance invoqués pour l'année 2024, la consommation des ménages devrait être supérieure à celle observée un an auparavant, sous l'effet du reflux de l'inflation, constaté par l'Insee (+2,3 % en mars en année glissante). Le desserrement annoncé des taux directeurs de la Banque centrale européenne devrait permettre une relance des investissements privés, dont les effets seraient visibles au cours des années 2025 et 2026.

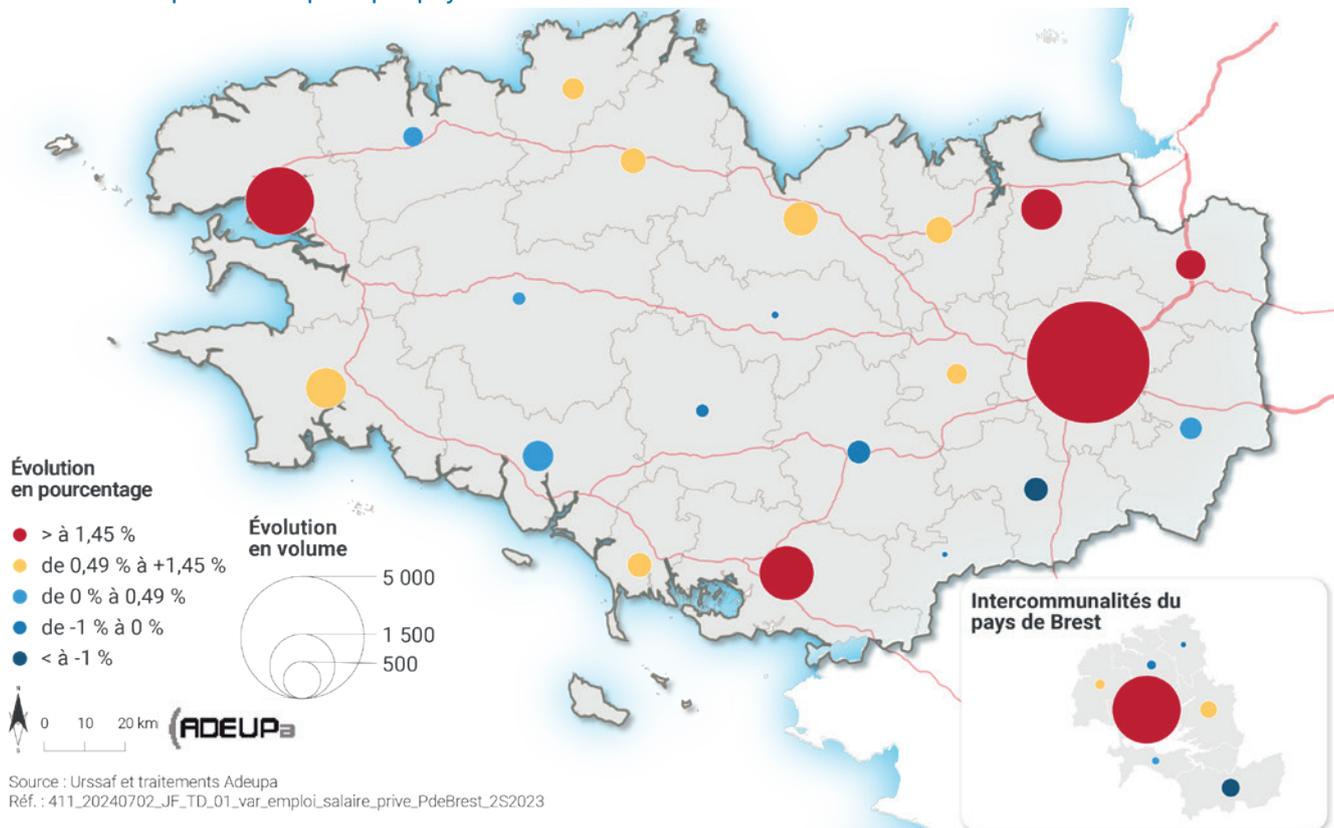
Enfin, les salaires progresseraient moins rapidement en 2024 qu'en 2023, année exceptionnelle sur le plan des revalorisations salariales pour contrer les effets de l'inflation. Les ménages seront tentés de maintenir des taux d'épargne élevés, retardant l'accélération attendue de la consommation au cours de l'année, dans un contexte de tensions géopolitiques croissantes (et face à un environnement économique peu favorable).

Un emploi salarié privé très dynamique en pays de Brest

Après un premier semestre déjà favorable s'agissant du nombre de salariés, le pays de Brest se distingue de nouveau par une progression des effectifs sur les six derniers mois de l'année 2023. Avec 1 670 nouveaux emplois et une croissance affichée de 1,6 % entre les seconds semestres 2022 et 2023, cette tendance est comparable à la dynamique régionale (+1,3 %), portée, comme au premier semestre, par les bassins de Rennes, Brest, Vannes et, dans une moindre mesure, Saint-Malo ou Quimper.

Certains secteurs d'activité font état d'une dynamique largement positive, tandis que d'autres sont victimes d'un retournement de l'activité qui se manifeste par un recul marqué de l'emploi, conséquence directe de certaines politiques supranationales. C'est le cas par exemple du secteur du bâtiment et des travaux publics, pour lequel les effectifs sont en recul de 1,8 % sur la période observée et de 189 emplois de moins (-0,3 % en Bretagne). Il s'agit ici des premiers effets de la crise nationale traversée par le secteur du BTP, qui trouve son origine dans un recul des investissements immobiliers et des conditions de financements peu favorables. Inversement, les autres services enregistrent la plus forte croissance (+4,1 %). Les

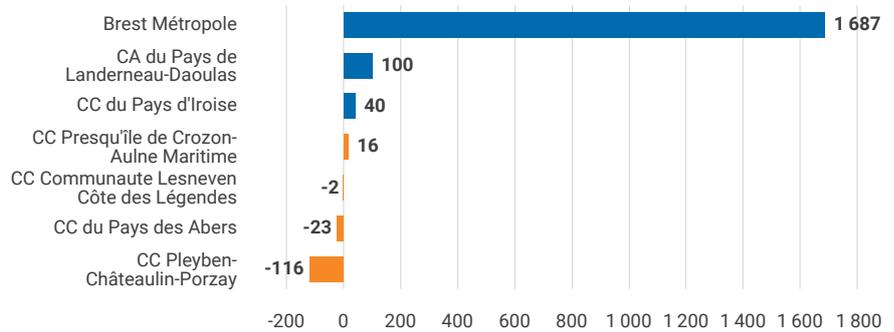
Variation de l'emploi salarié privé par pays breton entre les 4^e trimestres 2022 et 2023



services administratifs et de soutien (+3,6 %) se portent bien, de même que les autres industries (+2,7 %) ou encore l'hôtellerie et la restauration (2,2 %), signal d'une reprise favorable de l'activité pour ce secteur.

De la même manière, au cœur du pays de Brest, les dynamiques intercommunales sont contrastées. Alors qu'à Brest métropole, l'emploi salarié progresse fortement (+2,4 %) avec 1 669 emplois supplémentaires, le pays de Landerneau-Daoulas affiche une hausse plus mesurée (+1 %). La presqu'île de Crozon-Aulne Maritime, Lesneven Côtes des Légendes et le pays d'Iroise, se caractérisent par une stabilité ou une très faible progression des effectifs salariés. Enfin, l'emploi recule dans le pays des Abers (-0,4 %) et au sein du territoire de Pleyben-Châteaulin-Porzay (-2,5 %, soit 115 emplois de moins en un an).

Évolution de l'emploi salarié par intercommunalités du pays de Brest entre les 2^{ds} semestres 2022 et 2023 (en volume)



Source : Acooss-Urssaf - Traitement Adeupa

Un second semestre porteur de projets tertiaires et publics

Après un début d'année 2023 en fort retrait par rapport à l'année précédente (-36 %), la seconde moitié d'année affiche un niveau d'autorisations de locaux d'activité plus soutenu. Il demeure néanmoins aussi inférieur (-4 %) à la seconde moitié de l'année 2022. 26 permis de plus de 1 000 m² ont été instruits durant cette période. À Brest, la construction d'un hôtel 4 étoiles West hôtel sur le site des Capucins constitue le principal permis du semestre. Le chantier prévoit près de 10 000 m² d'hébergement, soit l'équivalent de 146 chambres. Le complexe hôtelier disposera également d'un restaurant avec vue panoramique et d'un spa. Il devrait enrichir l'offre destinée à la clientèle d'affaires.

Toujours à Brest, la zone de l'Hermitage continue de se développer. Le projet de bureaux d'activité de plus de 4 400 m² « Origami », porté par Iris promotion, devrait voir le jour dans un espace en plein essor qui accueille déjà les locaux de Cerfrance ou encore d'Orange.

En ce qui concerne les activités de défense, la modernisation de la base navale se poursuit : un permis a été délivré à Naval Group pour 3 000 m² de locaux, ce projet s'inscrivant dans le plan d'investissement de 53 millions d'euros d'ici à 2026 annoncé par l'industriel.

Plus largement dans la métropole, le Groupe Bellion porte un projet immobilier intitulé « 55 » qui devrait héberger des activités tertiaires de bureaux et de locaux médicaux sur un ensemble de 2 500 m² au Relecq-Kerhuon. À Guipavas, le centre de tri postal va presque dou-

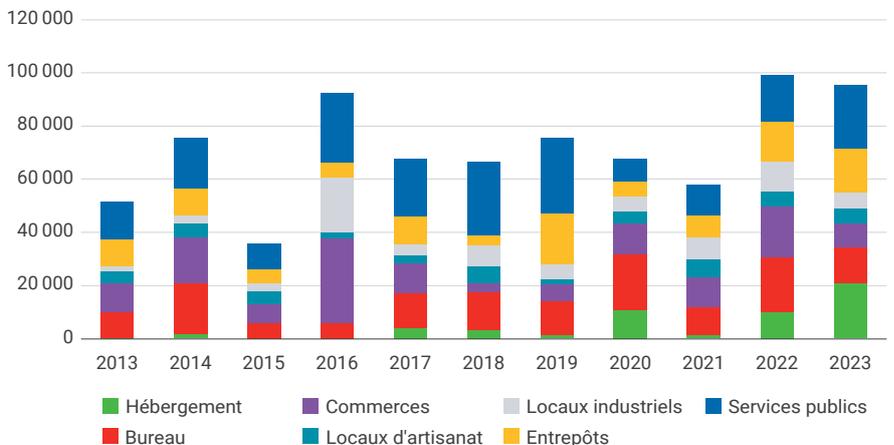
bler sa surface d'entreposage avec 4 150 m² supplémentaires. Dans un autre registre, le projet de résidence étudiante sur le site du Technopôle à Plouzané va densifier l'offre d'hébergement au profit des étudiants présents sur place.

Un projet d'entrepôt de 3 000 m² a été accordé dans la zone d'activités de Sant-Alar à Plouédern. Dans le domaine public, les hôpitaux de Lesneven et de Saint-Renan s'inscrivent dans une phase de rénovation et d'amélioration de leurs infrastructures. Le premier bénéficiera d'un nouvel Ehpad qui remplacera l'établissement du Cleusmeur. Le second vient d'ouvrir une nouvelle unité spécialisée dans le traitement de la maladie d'Alzheimer et devrait inaugurer un jardin thérapeutique et senso-

riel pour l'Ehpad Lescao-Kernatous. Et d'ici 2025, un nouveau bâtiment dédié aux soins de suite et de réadaptation devrait ouvrir. La commune de Lesneven s'inscrit par ailleurs dans une phase d'investissement avec la mise en chantier d'une salle de sport, à côté du stade George-Martin à Lesneven, pour un montant d'environ 3,5 M€.

On peut également noter le déménagement du Cefortech, le centre de formations techniques géré par la CCIMBO, dans la zone de Kergonan sur le site d'une ancienne friche industrielle appartenant au groupe Kohler SDMO. Le coût de l'opération, estimé à près de 7 M€, fait l'objet d'un financement de l'État à hauteur d'1 M€ dans le cadre de l'appel à projets de France Relance « recyclage foncier des friches ».

Surface de locaux d'activité autorisée (en m²) au 2^d semestre dans le pays de Brest



Source : SDES, Sit@del2



Crédit : Brest, Franck Betermin

Principaux permis déposés au 2^d semestre 2023 (surface autorisée > 3 000 m²)



- **West hôtel, rue des Capucins, Brest**, 9 949 m² (hébergement hôtelier)



- **Ehpad de l'hôpital de Lesneven, rue Alexandre Masseron, Lesneven**, 6 395 m² (service public : santé)



- **Résidence étudiante, site du Technopôle, Plouzané**, 6 196 m², (hébergement)



- **ZAE de Sant-Alar, Plouédern**, 4 690 m² (entrepôt, commerce)



- **L'esplanade, ZAE l'Hermitage, Brest**, 4 432 m² (bureaux)



- **La Poste, rue Victor Grignard, Guipavas**, 4 151 m² (entrepôt)



- **Salle de sports de Lesneven, rue Antoine de Saint-Exupéry, Lesneven**, 3 207 m² (service public de culture et loisirs)



- **Unité soins de suite et de réadaptation de l'hôpital Le Jeune, rue de Brest, Saint-Renan**, 3 152 m² (service public : santé)

- **Naval Group, base navale, Brest**, 3 000 m² (artisanat)

Trafics au port de commerce en progression

Après une baisse de 1 % en 2022, le trafic global a progressé de 4 % dans le courant de l'année 2023. Le poste des vracs solides non-agroalimentaires est resté stable. Le trafic de ciment, dont les volumes ont été multipliés par deux, a permis de compenser la baisse du trafic de sable (-10 %). Les échanges de vracs solides agroalimentaires se sont accrus de 5 %, et ce malgré la baisse de 14 % du trafic de graines de soja. Ceux des graines de colza et de tourteaux de colza ont enregistré de fortes hausses, respectivement de +103 % et +229 %. Les échanges d'huiles de soja et de colza ont progressé de 17 %. Enfin, les importations d'hydrocarbures ont, quant à elles, reculé de 1 %.

Après une stabilité en 2022, le trafic conteneurs a augmenté de 6 %. La quantité de viandes congelées ayant transité par voie maritime s'est accrue de 11 % et celle de pommes de terre est en baisse de 21 %.

- Trafic : 2,643 Mt en 2023 (+4 %)

Activité de réparation navale civile : hausse du nombre de navires accueillis

Avec 61 navires reçus en 2023, contre 51 en 2022, la concession réparation navale retrouve un très bon niveau d'activité. 39 navires ont en effet été accueillis en formes de radoub contre 35 en 2022 et 22 navires l'ont été aux quais de réparation contre 16 en 2022. 30 navires, dont 24 bateaux de pêche, ont également été démantelés dans la forme de radoub n° 1, l'un des trois seuls sites portuaires français agréés.

En revanche, le nombre d'heures de grues est en recul : 9 668 heures, contre 12 528 en 2022.

- 61 navires traités en 2023 (contre 51 en 2022)
- 9 668 heures de grues, soit -23 % par rapport à 2022

Légère hausse du trafic à l'aéroport Brest-Bretagne

En 2023, même si le trafic passagers a progressé de 1,1 % par rapport à l'année précédente, il reste encore à un niveau largement inférieur à 2019, à celui d'avant la crise sanitaire (-34,4 % entre 2019 et 2023).

La fréquentation des vols vers Paris-CDG a augmenté de 8,9 % grâce à la hausse du nombre de fréquences, contre -30,1 % vers Paris-Orly à la suite d'un changement d'opérateur et du déploiement d'appareils de plus petite capacité.

Le trafic vers les autres destinations nationales est en léger recul (-0,8 %). Les baisses les plus importantes ont été enregistrées vers Toulon (-34,6 %) et Toulouse (-72 %) en raison d'une forte diminution de l'offre. À l'inverse, vers Marseille, le nombre de passagers a progressé de 56,2 % grâce à l'ouverture d'une deuxième ligne directe.

Le trafic des vols réguliers vers l'Europe s'est accru de 9,6 %. L'ouverture de la ligne vers Dublin en mai 2023 a contribué à cette progression (5 695 passagers en 2023).

La fin d'année 2023 a été marquée par le retour de vols réguliers extra-européens avec l'ouverture d'une ligne directe vers Marrakech à partir du mois de novembre, qui a cumulé 3 908 passagers à fin décembre 2023.

Avec une programmation de vols vacances moins étoffée qu'en 2022, le nombre de clients vers ces destinations est en recul de 50,4 % en 2023 ;

- Mouvements commerciaux : +1,8 %
- 810 796 passagers (+1,1 %)
- 1^{er} aéroport de Bretagne

Un spectre de défaillances d'entreprises qui s'élargit

Depuis le point bas observé en 2021, année durant laquelle seulement 73 procédures collectives avaient été engagées dans le pays de Brest, le territoire ne déroge pas à la tendance nationale qui voit le nombre de défaillances d'entreprises considérablement augmenter. On constate toutefois un ralentissement de la progression (+19 % en 2023) après le doublement des procédures observé entre 2021 et 2022. Le niveau de défaillances de l'année se positionne tout juste en dessous de 2019, ce qui reste plutôt favorable par rapport aux évolutions nationales.

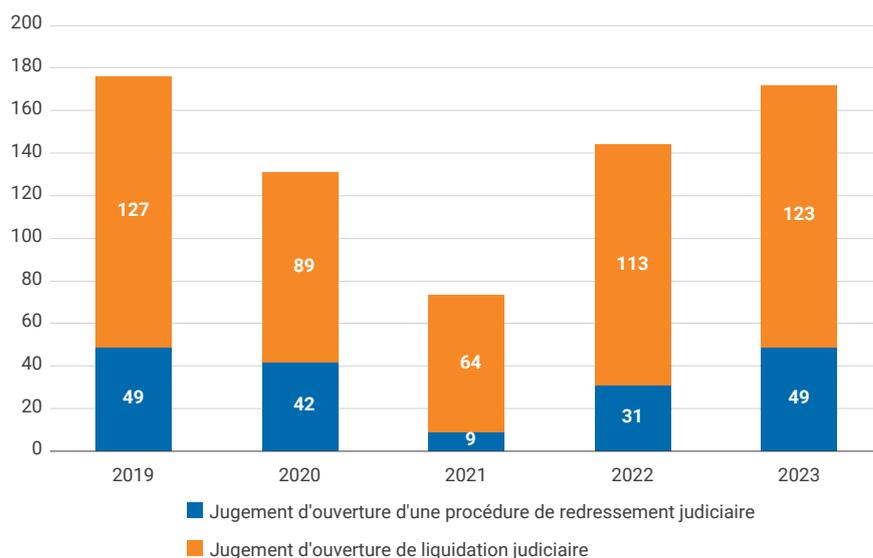
81 entreprises sont concernées par une procédure de liquidation judiciaire dans le pays de Brest. Plus de 220 emplois sont directement menacés¹ dont près des deux tiers sont localisés dans des établissements de la métropole. La communauté de communes du Pays des Abers (34 emplois) et la CC du Pays de Landerneau-Daoulas sont parmi les principaux EPCI concernés, tandis que seule la CC de Pleyben-Châteaulin-Porzay est épargnée de toute liquidation judiciaire ce semestre. Dans le détail, cinq entreprises emploient dix salariés ou plus dans les domaines de l'immobilier, des ressources humaines et de la construction.

1. ou ont pour certains déjà été supprimés.

La plupart des défaillances concernent des TPE, principalement des petits commerces de proximité (textile, esthétique, alimentaire) et des artisans du bâtiment. L'ensemble de ces entreprises ont en moyenne dix ans d'ancienneté. Les établissements concernés par une procédure de redressement emploient 186

salariés sur le territoire, et regroupent la même typologie d'entreprises. Parmi les principaux dossiers, le magasin de bricolage Bricopro à Plougastel-Daoulas a fait l'objet d'une reprise par le groupe Pont de Bois et devrait passer sous l'enseigne Monsieur Bricolage.

Nombre d'ouvertures de procédures de liquidation judiciaire et de redressement par an dans le pays de Brest



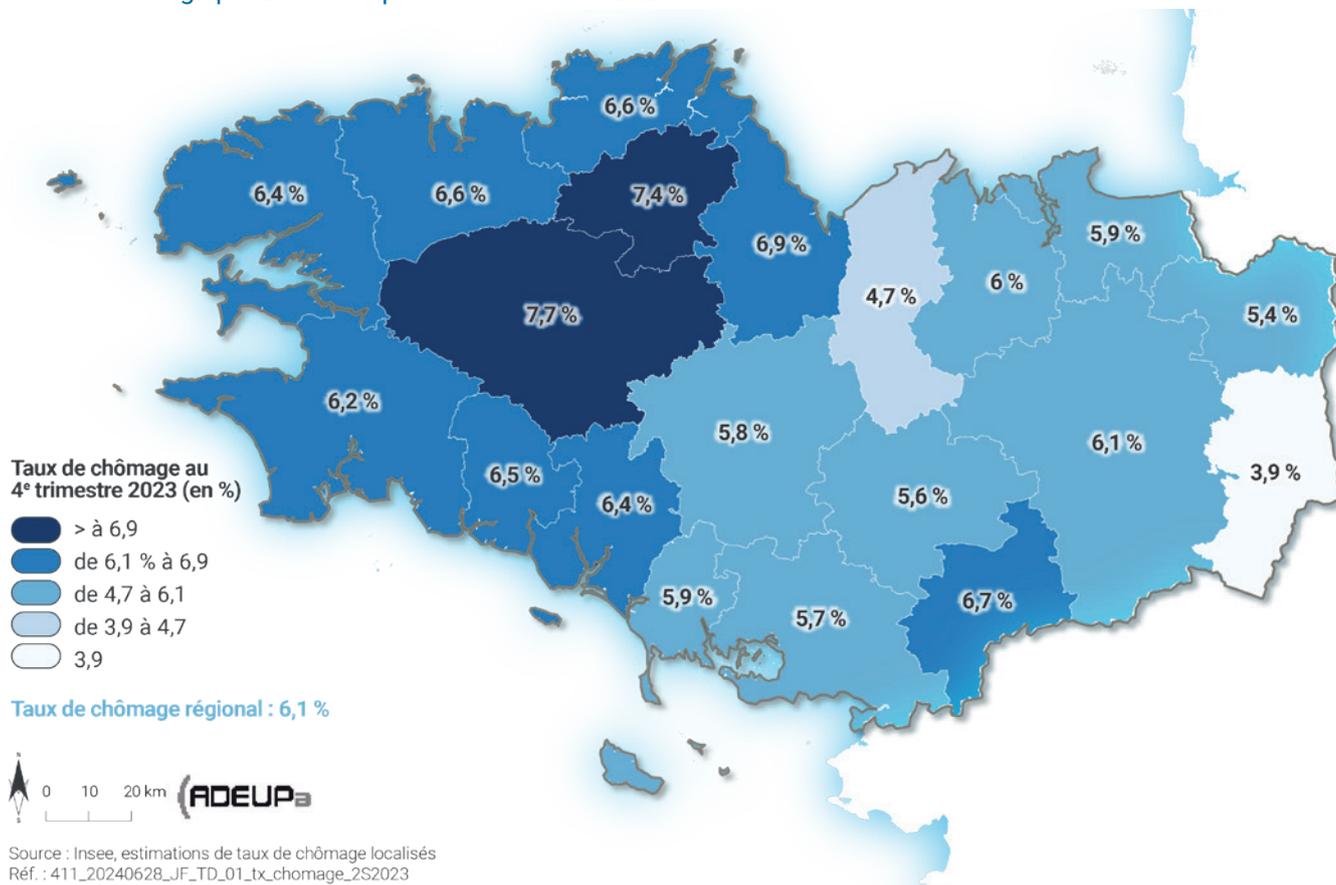
Source : annonces Bodacc, Capfinancials, traitement ADEUPa



Crédit : Brest, Damien Goret

Marché de l'emploi

Taux de chômage par zone d'emploi au 4^e trimestre 2023



Premiers signes de résurgence du chômage

Après une période de décline de la demande d'emploi, le nombre d'inscrits sur les listes de France Travail repart à la hausse. Elle est relativement marginale sur l'ensemble des catégories A, B et C mais approche 1 % s'agissant de la seule catégorie A². Ce sont les premiers éléments tangibles de repli économique depuis la crise du covid, tout comme le recul des offres d'emploi formulées auprès de France Travail par les entreprises (-17 % en un an). En flux, les motifs de démission et de rupture conventionnelle sont en forte progression, tandis que les licenciements économiques restent stables localement contrairement au niveau régional (+4,2 %). Par ailleurs, si le motif de sortie de liste pour retour à l'emploi progresse, celui des radiations administratives est également en forte hausse.

2. Demandeuse d'emploi de catégorie A : personne n'ayant aucun emploi mais étant en recherche active d'un contrat quel qu'il soit (CDI, CDD, emploi saisonnier, temporaire ou à temps partiel).

Le nombre d'inscrits sur les listes de France Travail repart à la hausse.

Les différents profils de demandeurs d'emploi sont touchés de manière très hétérogène. Le nombre de femmes, de seniors et surtout d'inscrits de longue durée continue de décroître tandis qu'une vague de nouveaux entrants, principalement des jeunes de moins de 25 ans, est à signaler.

Chiffres clés de la demande d'emploi dans le pays de Brest :

15735 demandeurs d'emploi de catégorie A (+0,9 % en un an; +1,1 % en Bretagne)

30170 demandeurs d'emploi de catégories ABC (+0,2 % en un an; +1,1 % en Bretagne)

Évolution de la demande d'emploi de catégorie A suivant les principaux profils en un an :

Les demandeurs d'emploi de longue durée > 2 ans (-11,3 %; -8,6 % en Bretagne)

Les 50 ans et plus (-3,7 %; -1,1 % en Bretagne)

Les jeunes de moins de 25 ans (+10,3 %; +7,5 % en Bretagne)

Source : Dares - France Travail, STMT - Traitement Dreets Bretagne

Un taux de chômage qui repart à la hausse en un an

Au 4^e trimestre 2023, le taux de chômage s'établit à 6,4 % dans la zone d'emploi de Brest. Ce taux est stable sur un trimestre, mais en hausse de 0,5 point en un an. Cette évolution sensible n'est pas l'apanage de la zone brestoise, puisque cette dynamique est également observée dans d'autres territoires bretons, à l'instar de la zone d'emploi de Rennes, de Lorient, de Saint-Brieuc ou encore de Carhaix-Plouguier. À l'inverse, d'autres zones d'emploi sont, quant à elles, marquées par une nette stabilité de leur taux de chômage, comme à Auray, Lannion, Lamballe-Armor ou Morlaix.

Ce taux est stable sur un trimestre, mais en hausse de 0,5 point en un an.

Des embauches stables sur un an

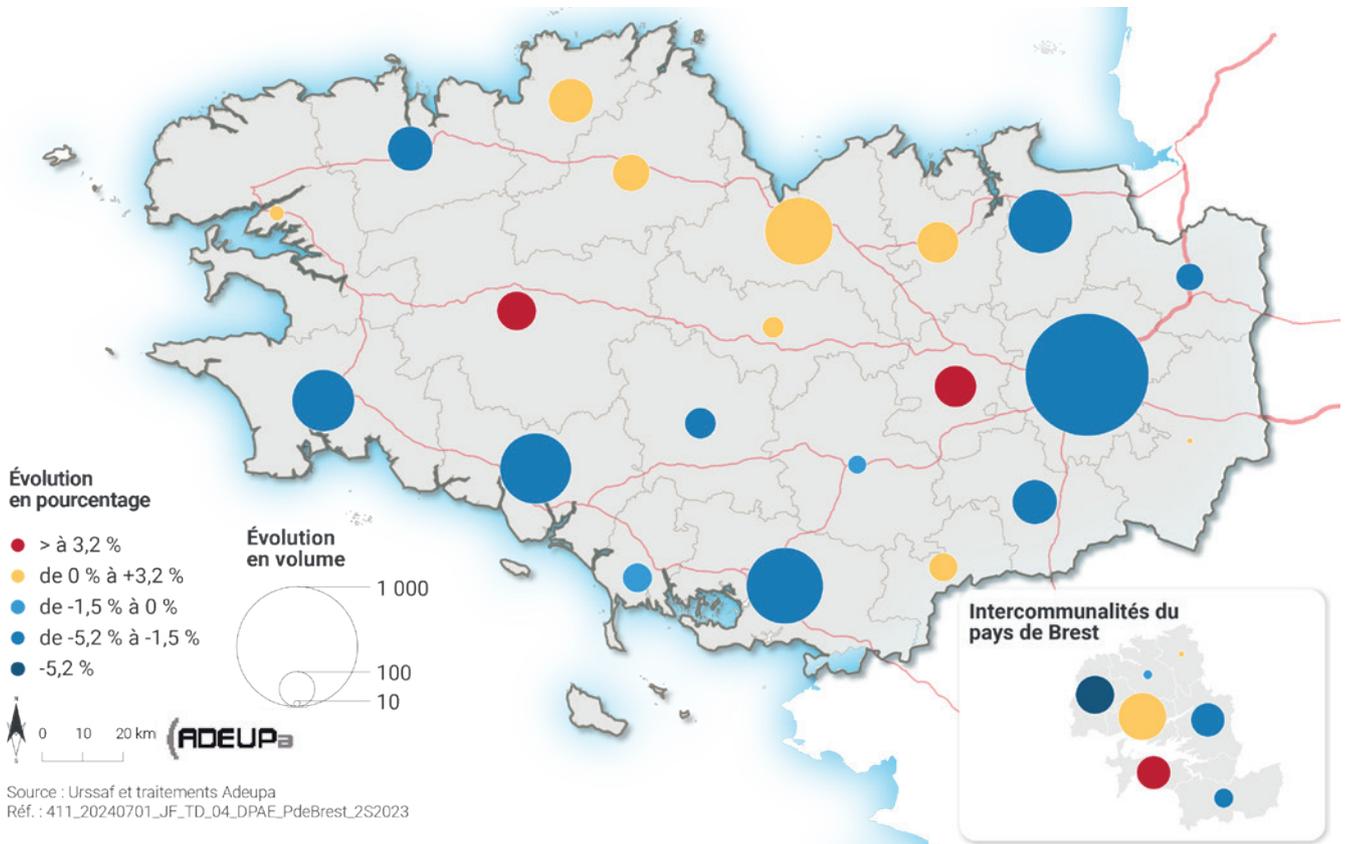
Alors que l'emploi salarié progresse, le nombre de déclarations préalables à l'embauche (DPAE) d'une durée supérieure à un mois est quasiment stable à l'échelon du pays de Brest, entre les seconds semestres 2022 et 2023. En effet, avec 21 contrats supplémentaires, la dynamique observée au cours des précédentes analyses semble marquer le pas. Cette trajectoire n'est pas beaucoup plus favorable à l'échelon régional, qui enregistre un recul des embauches de -0,8 % en un an, conséquence notamment de l'érosion de l'activité du BTP (-7 %), des autres services (-1 %) ou de l'industrie. Ces secteurs sont également ceux qui, localement, apparaissent le plus à la peine, avec un recul des DPAE de plus de 8 % dans le BTP, de 0,4 % dans l'industrie, quand le commerce, après plusieurs mois de difficulté sur le territoire, connaît un rebond (+3,5 %).

Les trajectoires intercommunales ne sont pour autant pas toutes homogènes. En effet, la presque île de Crozon-Aulne Maritime bénéficie d'une forte augmentation des déclarations préalables à l'embauche (+8,3 %), porté par le dy-

namisme de l'industrie (+17,2 %) et des autres services (+15,6 %). Brest métropole s'inscrit également dans une dynamique favorable aux embauches (+1,1 %), avec un secteur du commerce qui repart favorablement (+6,2 %, soit 183 emplois supplémentaires), sans compenser le fort recul dans le BTP (-11,1 % soit 112 emplois de moins). Inversement, le pays d'Iroise, avec une baisse des DPAE de plus de 6 %, subit de plein fouet les difficultés affichées localement par les secteurs de l'hôtellerie et de la restauration (-13,6 %) ou de l'industrie (-10,3 %). Les pays de Landerneau-Daoulas (-4,1 %), ou de Pleyben-Châteaulin-Porzay (-3 %) s'inscrivent également dans cette trajectoire moins favorable.

Notons que l'augmentation des DPAE est portée localement par les CDD d'une durée supérieure à un mois, alors même que les recrutements en CDI sont en recul, dans des proportions sensiblement similaires, expliquant cette situation quasi-stable des embauches. Cette tendance de fond s'explique notamment par un climat des affaires dégradé et des entreprises qui privilégient les contrats à durée déterminée, dans le but de limiter l'accroissement de la masse salariale de manière durable, face à une situation économique jugée incertaine.

Évolution annuelle des déclarations préalables à l'embauche (DPAE) dans les pays bretons entre les 2^{es} semestres 2022 et 2023



Ménages

En France, à la fin d'année 2023, la confiance des ménages s'est légèrement améliorée. Avec un indicateur évalué à 89³, il gagne ainsi un point comparativement au mois précédent, et est en croissance pour le troisième mois consécutif, après un début d'année particulièrement peu encourageant. Notons qu'il reste tout de même bien en dessous de sa moyenne de longue période (1987-2023), conséquence directe du climat économique et géopolitique tendu. Le solde d'opinion des ménages concernant les perspectives d'évolution de leur situation financière est stable, alors que celui sur la situation passée augmente légèrement.

Le retour de l'épargne défensive ?

La situation financière des ménages dévoile certaines formes de vulnérabilité, à commencer par l'augmentation de 55 % des montants de découvert sur les comptes ordinaires des Finistériens. Le recours au crédit fait partie des solutions de court terme, mais coûteuses. Les encours liés aux crédits habitat progressent encore et toujours (5,8 %), mais marquent tout de même le pas. Cette tendance est amenée à s'accroître au regard du recul effectif de l'épargne habitat depuis le second semestre 2022, qui permet justement d'alimenter ce type de crédit.

Si une certaine dichotomie s'installe concernant le recours au crédit, entre les ménages avec une capacité financière qui préfèrent reporter leurs achats et d'autres, plus contraints, qui sont obligés d'avoir recours à des crédits à la consommation, des tendances plus unanimes se dégagent concernant la stratégie d'épargne des ménages. Par exemple, l'épargne logement prend du plomb dans l'aile et recule de près de 8 % en un an. L'enlèvement du marché immobilier dissuade les ménages de placer

leur argent sur ce type de produit. A contrario, l'épargne d'assurance (+2,6 %), l'épargne rémunérée (5,8 %) et surtout l'épargne financière (9,5 %) progressent sensiblement. Cela s'explique par des effets d'aubaine liés au livret d'épargne populaire ou à d'autres livrets dont les taux de rémunération ont nettement augmenté en moins de deux ans. Globalement, la montée en puissance de l'épargne rémunérée depuis 2020 peut être vue comme une forme d'autoprotection financière des ménages face aux effets de la crise, notamment l'inflation.

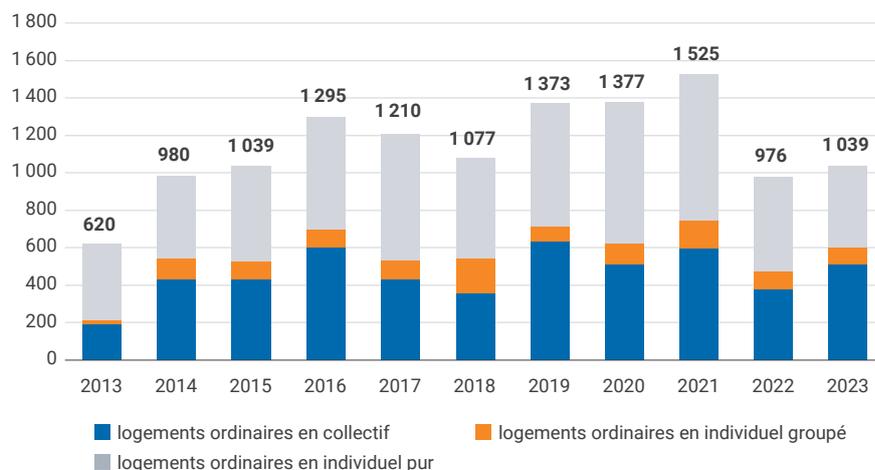
Léger recul des permis de construire de logements

Pour la deuxième année consécutive, le pays de Brest affiche une baisse relativement sensible du nombre de logements autorisés (-481 logements soit -20 %), ce malgré un meilleur second semestre qu'en 2022 (+6,5 %).

La tendance à la baisse pour les logements individuels se poursuit, notamment en ce qui concerne l'individuel pur qui affiche un recul de 18 %, ne représentant plus que 43 % de l'ensemble des permis, contre 50 % en moyenne ces dix dernières années. En revanche, le poids du logement collectif s'affirme de plus en plus, et pour la première fois dans la dernière décennie, devient majoritaire dans la typologie de permis délivrés.

Parmi les principaux permis figurent plusieurs résidences de logements collectifs dans la métropole brestoise : « Alfred Nakache » à Saine-Anne du Portzic, aux abords de la zone du Frouvten à Guipavas, à Guilers et au Rellecq-Kerhuon. Dans le périmètre plus large du pays de Brest, quelques projets collectifs à Lesneven ou Crozon sont à noter.

Nombre de logements ordinaires autorisés au 2^d semestre



Source : SDES, Sita@del2

3. Mis en œuvre par l'Insee. L'indicateur synthétique de confiance des ménages résume leur opinion sur la situation économique : plus sa valeur est élevée, plus le jugement des ménages sur la situation économique est favorable. Il est calculé selon la technique de l'analyse factorielle, qui permet de résumer l'évolution concomitante de plusieurs variables dont les mouvements sont très corrélés.

Focus : des jeunes en difficulté sur le marché du travail ?

Des jeunes à la recherche d'un travail plus nombreux

Selon la Dreets Bretagne, la demande d'emploi des jeunes évolue défavorablement au 4^e trimestre 2023, comparativement à la même période un an plus tôt. En effet, les demandeurs d'emploi de moins de 26 ans de catégorie A sont en progression de 9,7 % en pays de Brest, une dynamique particulièrement peu favorable, notamment en comparaison de la moyenne observée dans le reste du département (+7,4 %) et de la région (+7,7 %). Cette tendance est un peu moins marquée pour l'ensemble des demandeurs d'emplois jeunes, toutes catégories confondues (+6 %), bien que, là encore, les proportions soient supérieures à celles observées en Finistère (+5,2 %) et en Bretagne (5,1 %).

Si, dans le détail de la catégorie A, les inscrits de longue durée de plus de 2 ans (-11,3 %), et ceux depuis plus de 3 ans (-14,6 %), sont moins nombreux et retrouvent progressivement un emploi, ceux inscrits depuis plus d'un an sont à l'inverse en progression sur le territoire entre la fin d'année 2022 et 2023 (+6,3 %).

De la même manière, 1 499 jeunes femmes de moins de 26 ans demandeuses d'emplois sont recensées au 4^e trimestre 2023, un volume en progression de 8,2 %. En France, le marché du travail est structurellement caractérisé par un sur-chômage des femmes, bien que la tendance soit à une convergence des dynamiques observées. Encore, les tra-

vailleurs handicapés de moins de 26 ans sont également en progression, à hauteur de 16,9 %.

Fin 2023, le bassin brestois est caractérisé par une croissance de la demande d'emploi des jeunes de plus en plus forte, à mesure que le profil est de plus en plus qualifié. Ainsi, en un an, les demandeurs d'emploi sans formation (ou non précisée), sont en croissance de 2 %, quand ceux de niveau BEP croissent de 6,6 %, ceux de niveau bac de 9,1 % et ceux de niveau bac+3 ou plus de 15,7 %. Cette tendance, paradoxale au premier abord, est finalement le reflet d'un marché du travail encore particulièrement tendu à la fin d'année. En effet, les besoins de recrutement sont particulièrement élevés pour les profils peu ou pas qualifiés (service à la personne, BTP, hôtellerie-restauration...), dans des volumes supérieurs aux besoins constatés pour les postes plus qualifiés. En effet, selon l'Apec⁴, les recrutements de profils cadre ont reculé sur la fin d'année 2023 comparativement à la fin d'année 2022. La part d'entreprises ayant recruté des cadres au cours de l'année a connu un fléchissement (10 % au T4 2023 contre 14 % au T4 2022), et le volume d'offres d'emplois publiées a nettement reculé (-19 %). D'autre part, cette tendance peut aussi s'expliquer par l'entrée sur le marché du travail des nouveaux diplômés de l'enseignement supérieur à cette période de l'année.

4. <https://corporate.apec.fr/files/live/sites/corporate/files/Nos%20C3%A9tudes/pdf/2023%20T4%20-%20Barom%20C3%A8tre%20Apec%20Intentions%20Recrutement%20Et%20Mobilit%C3%A9%20Cadres.pdf>

Du fait de leur surreprésentation dans les contrats précaires, les jeunes profils sont particulièrement vulnérables sur le marché, car tributaires des variations conjoncturelles de l'activité économique. Ainsi, quand la croissance est au rendez-vous et les besoins de main-d'œuvre particulièrement prégnants, le chômage des jeunes se rétracte. Inversement, il s'agit également des profils les plus rapidement mis en difficulté quand la tendance économique se retourne. Ainsi, à mesure que l'activité perdure à des niveaux relativement peu importants, le chômage des jeunes se maintient, voire évolue défavorablement.

Quelles perspectives sur le marché de l'emploi ?

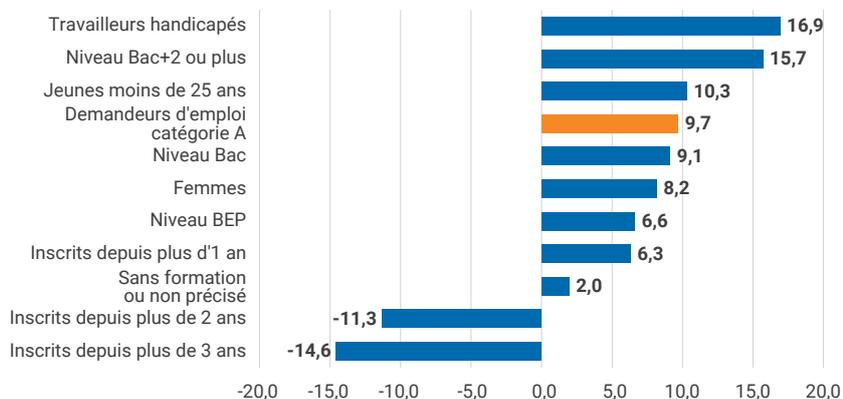
Selon France Stratégie⁵, institution stratégique nationale, la situation des jeunes sur le marché du travail devrait être favorable aux diplômés du supérieur, et notamment pour les demandeur-euses d'emploi disposant d'un diplôme de niveau bac+3 et plus. En effet, les métiers à forte composante technique seront soumis, dans les années à venir, à un fort renouvellement des salariés, nécessitant l'emploi de nombreux profils « juniors ». À ce titre, les métiers d'ingénieurs, informaticiens, techniciens de l'agriculture, spécialistes de la communication et de l'information, entre autres, seront particulièrement recherchés par les employeurs.

Certaines activités, habituellement peu ouvertes aux profils débutants, devront faire face, dans les années à venir, à de nombreux départs en retraite. Ces derniers engendreront des besoins significatifs sur les métiers qui habituellement embauchent peu de jeunes : par exemple des cadres de la banque et de l'assurance, des ouvriers qualifiés du bâtiment, ou encore les métiers de services à la personne. Il est cependant souligné que la création de baccalauréats professionnels pourrait changer la donne, et contribuer en parallèle à une plus grande insertion des jeunes profils.

Inversement, des difficultés sont anticipées pour des métiers moins qualifiés mais qui, jusqu'à présent, étaient ouverts traditionnellement aux débutants. Il s'agit, par exemple, des métiers d'ouvriers de la mécanique ou de l'électronique, les comptables et employés de banque et d'assurance.

5. France Stratégie est un organisme d'expertise et d'analyse prospective sur les grands sujets sociaux, économiques et environnementaux, qui publie des rapports et des notes d'analyse.

Évolution de la demande d'emploi (catégorie A) de moins de 26 ans par profils au 4^e trimestre 2023 (en %)



Source : Dreets Bretagne - Traitement : ADEUPa

Pour aller plus loin

Avec l'Adeupa



Tableau de bord :
conjoncture économique
du bassin de Brest au
second semestre 2023



Observatoire de l'écono-
mie du pays de Morlaix au
second semestre 2023



Observatoire de l'écono-
mie de Lannion Trégor
Communauté au second
semestre 2023



Observatoire de l'écono-
mie de Guingamp
Paimpol Agglomération
au second semestre 2023

Et ailleurs

- Banque de France : Tendances régionales : Bretagne - Avril 2024, <https://www.banque-france.fr/fr/publications-et-statistiques/statistiques/tendances-regionales-bretagne-avril-2024>
- Insee, tableau de bord de la conjoncture : Bretagne, <https://www.insee.fr/fr/statistiques/2121844>



Crédit : Brest, Franck Betermin

LES OBSERVATOIRES | **ÉCONOMIE**

Direction de la publication

François Rivoal

Réalisation

Lucie Bianic
Quentin Delaune
François Le Pellec
Éric Stéphane (CCIMBO-Brest)

Cartographie et traitements statistiques

Julien Florent
Arnaud Jaouen

Mise en page

Dynamo +

Contact

contact@adeupa-brest.fr

Dépôt légal

mai 2024

ISSN

2425-9608

Référence

24-059



AGENCE D'URBANISME DE BREST • BRETAGNE

18 rue Jean Jaurès - 29200 BREST

Tél. 02 98 33 51 71

www.adeupa-brest.fr



LICENCE OUVERTE
OPEN LICENCE